

Avenant du 14 janvier 2021
relatif à la rémunération minimale au 1^{er} janvier 2021

NOR : ASET2150390M

IDCC : 2683

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

GREPP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

F3C CFDT ;

SNPEP FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Rémunération minimale nationale

« Annexe 5 Rémunération minimale nationale^[1]

(En euros.)

Niveau	Total point de cotation (statut)	Échelon national de rémunération	Rémunération horaire minimale	Rémunération minimale pour le personnel mensualisé Base 151,67 heures
Employé				
1	40 à 49	1	10,27	1 557,65
2	50 à 59	2A	10,28	1 559,17
	60 à 65	2B	10,30	1 562,20
3	66 à 72	3A	10,33	1 566,75
	73 à 78	3B	10,36	1 571,30
4	79 à 84	4A	10,78	1 635,00
	85 à 88	4B	11,01	1 669,89

[1] Pour les porteurs, se reporter à l'article « Rémunération » de l'annexe relative aux porteurs de presse.

Niveau	Total point de cotation (statut)	Échelon national de rémunération	Rémunération horaire minimale	Rémunération minimale pour le personnel mensualisé Base 151,67 heures
Agent de maîtrise				
5	88 à 99	5A	11,81	1 791,22
	100 à 110	5B	12,87	1 951,99
6	111 à 123	6A	13,35	2 024,79
	124 à 132	6B	14,40	2 184,05
Cadre				
7	133 à 149	7A	15,00	2 275,05
	150 à 166	7B	15,64	2 372,12
8	167 à 200	8	17,89	2 713,38
9	au-delà de 200	9	de gré à gré	

Article 2 | *Entrée en vigueur*

Les dispositions relatives à la rémunération minimale nationale entreront en vigueur de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2021 sous réserve de signature du présent avenant, avant le 15 janvier 2021, par au moins une ou plusieurs organisations syndicales représentatives dont la représentativité reconnue par arrêté est d'au moins 30 %.

Article 3 | *Dispositions en faveur des entreprises de moins de 50 salariés*

Les parties constatent que l'activité de portage de presse est identique et s'exerce dans les mêmes conditions quelle que soit la taille de l'entreprise et décident en conséquence qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de disposition spécifique en faveur des entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 14 janvier 2021.

(Suivent les signatures.)